



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 155 du 21 mai 2018

Pays Nordiques

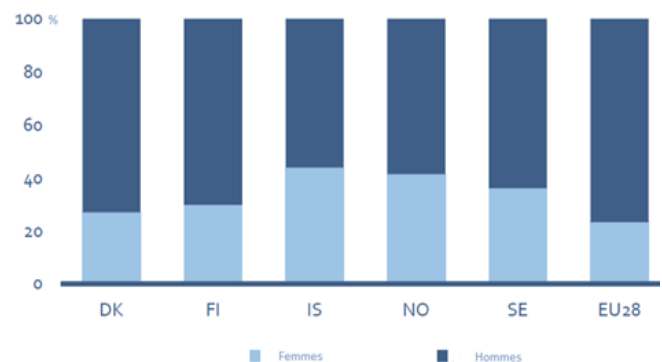
Prélèvements fiscaux sur les revenus. Selon le dernier rapport de l'OCDE, la charge fiscale pesant sur les revenus du travail d'un salarié de la zone OCDE (IR et cotisations sociales versées par l'employé/l'employeur) atteint en moyenne 35,9% du salaire brut en 2017 (36% en 2016). Le niveau dans les pays nordiques reste globalement plus élevé avec la Finlande et la Suède dans le « top 10 » des pays où les prélèvements sont les plus importants avec 42,9%. Le Danemark est pour sa part 20^{ème} avec 36,3%, la Norvège 21^{ème} avec 35,9% et l'Islande bénéficie de la pression fiscale sur les revenus les plus faibles de la zone avec 33,2%.

Parité dans les conseils d'administration. La parité hommes-femmes dans les conseils d'administration des entreprises cotées en Bourse varie entre les pays nordiques. La part des femmes dans les conseils d'administration des groupes nordiques reste globalement plus élevée que dans l'UE à 28. C'est en Islande qu'elle est la plus importante (environ 45%) devant la Norvège (40%). A contrario, c'est au Danemark et en Finlande que les femmes sont le moins bien représentées (de l'ordre de 25%).

Liberté de la presse. Selon le rapport 2018 publié fin avril par l'ONG *Reporters sans frontières*, la liberté de la presse dans les pays nordiques est exemplaire. En effet, le classement, qui reflète le degré de liberté dont bénéficient les journalistes et les médias dans les 180 pays étudiés, est dominé par la Norvège, classée première au niveau mondial devant la Suède. Les deux pays occupaient déjà les deux premières places l'an dernier. La Finlande rétrograde d'une place en 2018 et se classe 4^{ème}. Le Danemark est pour sa part 9^{ème} (4^{ème} en 2017) et l'Islande est 13^{ème} (10^{ème} en 2017).

Fiscalité sur les salaires dans les pays nordiques en 2017
(charges fiscales en % du coût de la main d'œuvre)

Pays nordiques	
Suède	42,9 %
Finlande	42,9 %
Danemark	36,3 %
Norvège	35,9 %
Islande	33,2 %



Source : Conseil nordique

Danemark

Energie. Après plusieurs reports, le gouvernement a finalement présenté sa proposition pour un nouveau plan énergie pour la période 2020-2030. Ce plan a pour objectif d'assurer au minimum 50% d'énergies renouvelables en 2030, et que l'énergie produite soit plus verte et moins chère. Il vise également l'indépendance du Danemark des sources d'énergie fossile en 2050. Les initiatives proposées représentent un coût d'environ 15 Mds DKK (2 Mds€) dont la majeure partie sera consacrée à l'expansion des EnR. Les principales mesures portent sur un allègement des taxes sur l'électricité et le chauffage électrique, l'établissement du plus grand parc éolien offshore du Danemark (800 MW), des appels d'offres technologiquement neutres (d'une valeur de 4,2 Mds DKK, soit 567 M€) pour renforcer la compétitivité des différentes énergies vertes, et le développement de subventions à la production et l'utilisation du biogaz et de la biomasse. Alors que la Confédération des industries danoises (DI) est globalement favorable à la proposition (même si elle souhaiterait pourtant une plus grande focalisation sur l'efficacité énergétique), l'opposition politique et les organisations vertes considèrent que les propositions du gouvernement sont insuffisantes pour atteindre les objectifs de 50 % d'EnR en 2030 et pour que le Danemark soit une société à faibles émissions de carbone et sans combustible fossile en 2050.

Elections groenlandaises. Le 24 avril dernier se sont tenues les élections groenlandaises pour le renouvellement des 31 sièges de l'*Inatsisartut* (parlement groenlandais). Le 4 mai, une coalition a été formée réunissant quatre partis politiques : *Siumut* (27,2%), *Partii Naleraq* (13,4%), *Atassut* (5,9%) *Nunatta Qitornai* (3,4%). Ces élections ont été marquées par l'émergence de deux nouveaux partis politiques (*Samarbejdspartiet* et *Nunatta Qitornai*) ainsi que par la forte baisse des suffrages exprimés pour les partis traditionnels (*Siumut* et *Inuit Ataqatigiit* sont passés de 11 à respectivement 9 et 8 sièges). Bien que la question de l'indépendance occupe toujours une place majeure dans le débat politique groenlandais, la diversification économique et le développement des affaires restent des questions clés, avec 94% des exportations groenlandaises issues de la pêche.



Finlande

Nokia. L'entreprise finlandaise de télécommunications a annoncé la revente prochaine de sa division Nokia Health formée suite à l'achat en 2016 de la startup française des objets de santé connectés Withings. Le repreneur pressenti est l'entrepreneur Eric Carreel, qui avait fondé Withings en 2008 avant de la revendre à Nokia en 2016 pour un montant de 170 M€. Le rachat devrait être finalisé au deuxième trimestre 2018.

Notation de la Finlande. L'agence Moody's a récemment confirmé sa notation pour la Finlande, à Aa1, l'assortissant d'une perspective « stable ». L'agence a notamment souligné la solidité de l'activité économique qui contribue à l'amélioration de la situation budgétaire et à la diminution de la dette publique. Moody's note cependant que le vieillissement de la population continue de peser sur la croissance potentielle de l'économie finlandaise et constitue un risque pour les finances publiques. Elle rappelle aussi que le marché du travail reste marqué par des difficultés structurelles telles que la faible mobilité géographique ou l'inadéquation des compétences, en partie responsables de la lente résorption du chômage.

Biomasse. L'entreprise Chempolis et l'énergéticien public finlandais Fortum ont annoncé la constitution d'une joint-venture avec l'entreprise publique indienne NRL pour la construction d'une bioraffinerie dans le nord-est de l'Inde. Cette usine devrait produire, à partir du raffinage des bambous, du bioéthanol et des composés chimiques tels que l'acide acétique. Une unité de production de bioénergie issue des activités de transformation devrait aussi être installée au sein de cette usine. La construction de ce site, dont le coût est estimé à 160 M€, devrait débuter à l'automne 2018, pour une livraison prévue en 2020. NRL détient 50% de cette joint-venture, tandis que Fortum possède 28 % des parts et Chempolis, l'entreprise finlandaise fournissant la technologie brevetée de raffinage, 22 %.

Assurance-chômage. Selon l'agence finlandaise de sécurité sociale Kela, l'introduction de conditionnalités supplémentaires concernant l'octroi de l'assurance-chômage a occasionné, au mois d'avril 2018, une diminution de 4,65% des prestations de 80 349 personnes, sur un total de plus de 170 000 bénéficiaires. La réforme dite « d'activation » de l'assurance-chômage effective au 1^{er} janvier 2018 introduit pour les demandeurs d'emploi l'obligation d'avoir travaillé au moins 18 heures ou suivi une formation d'une semaine, ou gagné 241 € comme entrepreneur durant les trois derniers mois, sous peine de voir leur assurance-chômage diminuer de 4,65 % pour un mois.

Norvège

Taux de chômage. Le taux de chômage a de nouveau reculé en Norvège en février. Il s'établit désormais à 3,9% de la population active soit 108 000 chômeurs (0,1 point de moins qu'en janvier). Ces bonnes performances s'expliquent par une forte hausse de l'emploi : en 3 mois, le nombre de personnes ayant un emploi a crû de 21 000.

Protection des données. Le Storting va adopter de nouvelles règles sur la protection des données personnelles, transposant les nouvelles dispositions européennes, avant même que l'AELE et l'UE aient décidé de la manière de les intégrer dans l'accord EEE. Il s'agit d'un durcissement des règles encadrant le stockage des informations privées. Cette adoption précoce est justifiée par la nécessité d'éviter des vides juridiques considérés comme dommageables pour les consommateurs et les entreprises en Norvège.

Taux directeur. La banque de Norvège a laissé inchangé son taux directeur à 0,5%. Le gouverneur confirme toutefois la perspective d'une hausse des taux d'intérêt « après l'été », la première depuis 7 ans. Cette perspective semble de plus en plus probable, l'économie norvégienne ayant en effet renoué avec une croissance plus solide grâce à la reprise des exportations d'hydrocarbures en direction de l'Europe.

Autorité européenne des marchés financiers. Des nouvelles propositions de la Commission européenne pourraient attribuer à l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) davantage d'influence sur les systèmes fiscaux nationaux. En réaction, l'Islande, le Lichtenstein et la Norvège ont envoyé une déclaration à l'UE pour critiquer certains volets de cette proposition, qui entraînerait un transfert de souveraineté.

Norske Skog. La société d'investissements britannique Oceanwood a annoncé le rachat de la compagnie norvégienne Norske Skog (second producteur mondial de papier pour les magazines et les journaux) pour un montant de 2,3 Mds NOK (soit 240 M€). La compagnie, dont l'effectif mondial est de 2 500 personnes, emploie près de 400 personnes en France, sur le site de Golbey (Vosges).

Fonds souverain. Le fonds souverain norvégien (plus important au monde) a perdu 171 Mds NOK (soit 17,7 Mds€) au premier trimestre, victime de la volatilité des marchés boursiers. Après une année record en 2017, le fonds a commencé l'année 2018 avec un rendement négatif de 1,5%. Sa valeur a chuté à 8 124 Mds NOK (839 Mds€) fin mars. Ces pertes s'expliquent par les contre-performances de ses placements en actions (-2,2%) qui représentent 66,2% de son portefeuille. Ce sont surtout les actions européennes (-3%), notamment britanniques (-4%), ainsi que nord-américaines (-2,3%) qui ont pesé négativement. Le gouvernement, soutenu par le Parlement, vient par ailleurs d'autoriser le fonds à augmenter la part des actions dans son portefeuille, jusqu'à 70%.



Islande

Démographie. D'après les dernières données publiées par Statistics Iceland, la population islandaise dépasse désormais 350 000 personnes pour s'établir précisément à 350 710 à la fin du 1^{er} trimestre 2018. Elle s'est accrue de 17% (soit environ 50 000 personnes) au cours des 12 dernières années. 224 000 personnes au total vivent dans la région de Reykjavik.

EEE/ Article 19. Un nouvel accord entre l'Union Européenne et l'Islande sur la libéralisation du commerce des produits agricoles et alimentaires est entré en vigueur le 1^{er} mai. Signé en septembre 2015, cet accord permet d'éliminer ou de réduire les droits de douanes sur l'ensemble des produits alimentaires transformés et non-transformés provenant de l'UE. De plus, les parties à l'accord s'engagent à augmenter leurs quotas à l'importation (contingents tarifaires) pour les viandes et les fromages. L'entrée en vigueur de cet accord s'accompagne de la signature entre l'UE et l'Islande d'une convention portant sur les IGP. Au total, près de 90% des produits agricoles et alimentaires échangés sont concernés par ces accords.

Innovation. La firme américaine Facebook a acquis les droits d'utilisation de la technologie de reconnaissance visuelle développée par la start-up islandaise Videntifier. Spécialiste en reconnaissance et identification visuelle pour les vidéos et images immobiles, Videntifier fournit notamment des solutions à Interpol ainsi qu'à d'autres services de police pour permettre l'identification de contenus visuels illicites sur Internet.

Suède

Couronne suédoise. La dépréciation de la couronne suédoise (SEK) continue en avril : la parité a atteint jusqu'à 10,60 SEK/€ début mai, niveau le plus faible depuis la crise financière internationale de 2009. Le taux de change s'est déprécié de 9% depuis le début de l'année et de 24% en 5 ans. La décélération de la croissance économique conjuguée à une inflation toujours relativement basse (sous la cible des 2% de la Banque de Suède), en dépit d'un taux directeur négatif à -0,5% depuis février 2016, sont les principaux facteurs qui expliquent cette situation. Les cambistes des banques Nordea et Swedbank anticipent une légère appréciation de la SEK d'ici la fin de l'année mais avec des parités toujours faibles (entre 10-10,10 SEK/€ à fin 2018), loin du taux de change moyen de 9,40 SEK/€ au cours des 10 dernières années.

Finance verte. Le fonds de retraite AP4 envisage d'investir dans l'éolien terrestre en Suède suite à une proposition récente du groupe de travail sur les retraites du Riksdag visant à permettre aux 4 fonds de pension publics (AP1-2-3-4) de placer jusqu'à 40% de leur capital dans des actifs non cotés (contre 5 % actuellement). Le fonds AP4 soutient fortement cette proposition, car elle lui offrirait une plus grande flexibilité dans ses placements. Les investissements d'AP4 dans le secteur éolien se feraient le biais d'une prise de participation au capital d'entreprises actives dans le secteur. La proposition du Riksdag pourrait être adoptée d'ici juin.

Promotion export. Le gouvernement rouge-vert du PM Stefan Löfven a multiplié les déplacements dans le cadre de sa stratégie export et de sa vision d'une « Team Sweden », impliquant notamment une coordination plus étroite des agences de promotion de la Suède et du « Made by Sweden » à l'étranger. Dans ce cadre, le gouvernement, qui a ciblé 26 pays prioritaires, a réalisé plus de 20 déplacements dans ces pays avec à la tête de délégations d'hommes et femmes d'affaires soit le Roi de Suède soit le PM ou un ministre (généralement Economie et/ou Commerce). Parmi les déplacements particulièrement significatifs figurent le Japon (2 fois), l'Inde, l'Arabie Saoudite (2 fois), le Brésil, la Chine, l'Iran, les Etats-Unis, le Mexique et la Corée du Sud.

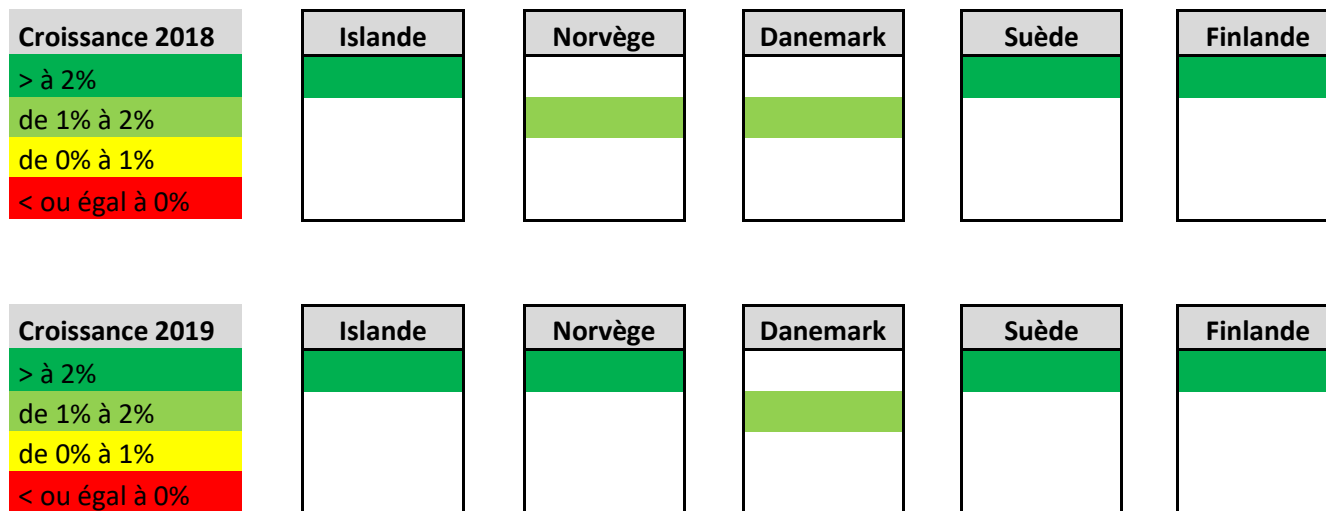
Déduction fiscale. La date butoir de remise des déclarations des particuliers était fixée cette année au 2 mai. En l'état du système fiscal, 5,4 millions de contribuables vont bénéficier des déductions sur les crédits hypothécaires dont le coût pour l'Etat sera de 76 Mds SEK (7,9 Mds€). Les déductions pour travaux et rénovation à domicile concerneront près de 1 million de contribuables avec un coût pour l'Etat de près de 1Md€. Les déductions pour les déplacements professionnels concerneront près de 950 000 personnes au coût de 2,5Mds€. Enfin, les déductions pour les services à domiciles profiteront à près de 750 000 contribuables, soit un coût pour l'Etat de 400 M€.

Construction. Selon l'Office des Statistiques suédois (SCB) 51 600 logements ont été construits en 2017, soit 14% de plus qu'en 2016 (48 200). Ce niveau de mise en chantier est le plus élevé depuis 1992. Parmi les municipalités particulièrement dynamiques figurent Örebro (7,9 logements/1000 habitants) et Uppsala (7,4 logements/1000 habitants). 51% des nouvelles constructions étaient des copropriétés (70% à Stockholm, mais seulement 40% à Malmö) et 49% des locations (hyresrätter). Toutefois, la baisse des prix depuis quelques mois risque de peser sur le niveau de construction cette année (les ventes sont en baisse de 60% au 1^{er} trimestre 2018 en glissement annuel) ce qui fait chuter les cours boursiers des acteurs du secteur (Bonava, JM, Peab, Oscar Properties, Tobin Properties, SSM, Magnolia...). Un nombre croissant d'appartements dans les grandes agglomérations est vendu sous le prix d'appel.



La quinzaine nordique – 21 mai 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	1,9	1,7	2,6	2,2	1,5	1,9	2,8	2,2	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,5	1,5	1,9	1,4	2,8	1,8	3,4	3,2
Institut stat./conj****.	2,3	2,0	2,8	2,4	2,0	1,9	2,8	2,1	2,9	2,8
Commission*	1,8	1,9	2,5	2,3	1,7	2,0	2,6	2,0	3,1	2,9
FMI**	2,0	1,9	2,6	2,0	2,1	2,1	2,6	2,2	3,0	2,8
OCDE***	2,0	2,0	2,5	2,0	1,8	1,9	2,8	2,3	4,3	2,5
SEB	2,4	2,3	2,5	2,4	2,0	2,1	2,6	2,4	-	-
Nordea	1,8	1,7	3,0	2,5	2,4	2,4	2,5	1,9	-	-
Danske Bank	1,8	1,9	2,4	2,0	2,5	2,3	1,7	2,0	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2018)

** World Economic Outlook (avril 2018)

*** Perspectives économiques (novembre 2017)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,6	-0,2	3,9	-	1,1	1,0	-	-
Commission*	-0,1	0,0	-0,7	-0,2	4,9	4,9	0,8	0,9	0,4	0,6
FMI**	-0,8	-0,5	-1,4	-0,9	3,7	3,8	1,1	0,7	1,2	1,1
OCDE***	-1,1	-0,8	-1,1	-1,1	5,8	6,0	1,7	1,9	1,1	1,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	35,4	34,6	60,4	58,9	-	-	37,9	34,3	-	-
Commission*	33,6	32,3	60,4	59,6	33,3	32,0	38,0	35,5	41,2	38,4
FMI**	35,9	35,1	60,5	59,6	36,7	36,7	38,0	34,4	38,4	34,9

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
inflation (IPCH)*	0,8	1,4	1,4	1,7	2,2	2,3	1,9	1,7	2,3	2,9
cons. privée*	2,0	2,2	1,8	1,8	2,1	1,8	2,3	2,2	5,3	4,0
chômage (BIT)*	5,5	5,2	8,4	8,3	3,4	3,2	6,3	6,3	4,3	4,2

Source :

* *Prévisions de printemps (mai 2018)*

** *World Economic Outlook (avril 2018)*

*** *Perspectives économiques (novembre 2017)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

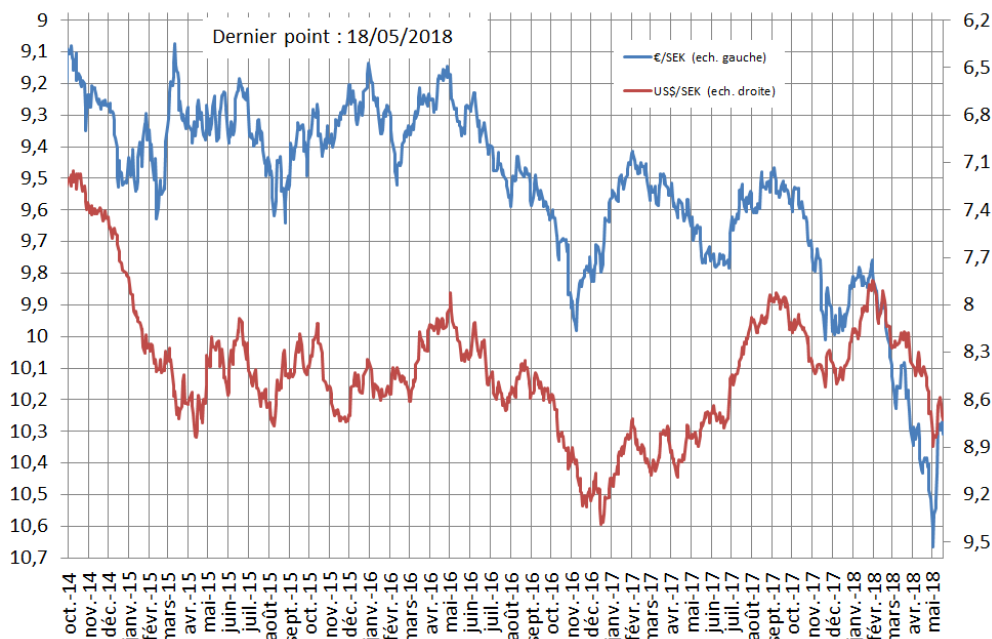
En vert : amélioration



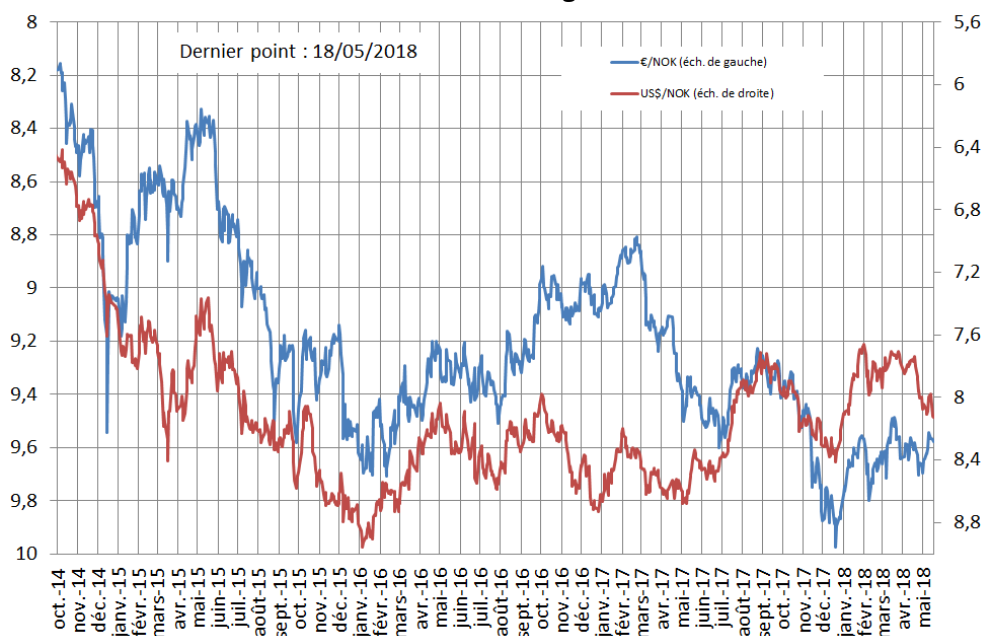
La quinzaine nordique -21 mai 2018 © DG Trésor

3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, L. Miraux), Helsinki (T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André).